

Salaire minimum : 2 % de hausse

Le gouvernement annonce un relèvement du salaire social minimum au 1^{er} janvier.

Le Conseil de gouvernement s'est réuni vendredi sous la présidence du Premier ministre, Jean-Claude Juncker.

De notre journaliste
Jean Rhein

Jean-Claude Juncker a informé ses collègues sur la crise économique et des marchés financiers. «Elle nous préoccupera encore pendant longtemps», annonce-t-il.

Elle ne manquera pas d'avoir des répercussions immédiates dans les discussions budgétaires du gouvernement.

Jean-Claude Juncker a fait état de la volonté du gouvernement de soutenir les initiatives européennes dans le cadre de l'eurogroupe. Il a réitéré sa détermination de faire valoir prioritairement «les intérêts des gens qui gagnent leur vie en travaillant. C'est une question de la dignité du travail», dit-il. Jean-Claude Juncker réaffirme qu'il n'est nullement un partisan de la mentalité «de casino».

Le salaire social minimum augmentera de 2 %

PROPOS DE JUNCKER «Le néolibéralisme doit dégraisser»

Le Premier ministre, Jean-Claude Juncker, s'est montré serein, en ce qui concerne les critiques formulées par la Chambre de commerce à l'égard de l'État.

«J'ai entendu Monsieur Ackermann dire dans des colloques, que si leurs entreprises étaient gérées de la même manière que l'État, elles se retrouveraient en faillite. Il n'a pas tout à fait tort en ce qui concerne la faillite d'entreprises» et de continuer : «Ce n'est pas à la Chambre de commerce de se préoccuper du budget de l'État. Leur rôle est de se préoccuper de la gestion des entreprises, afin que celles-ci réalisent des bénéfices, de préférence un peu plus qu'à l'heure

La mesure la plus spectaculaire annoncée par le Premier ministre est l'ajustement du salaire social minimum ainsi que des pensions au 1^{er} janvier 2009. Le salaire social minimum (actuellement 1 609,53 euros) sera augmenté de 2 % et atteindra 1 641,72 euros.

Le Premier ministre indique que cette mesure concernera quelque 34 200 personnes, c'est-à-dire 11,2 % des salariés au Grand-Duché. La masse salariale augmentera de 17,6 millions d'euros.

Les membres du gouvernement ont adopté également le projet de loi concernant l'organisation fonctionnelle du futur Centre de rétention. Le projet prévoit un encadrement psychosocial individuel. Les personnes ou familles accompagnées d'enfants séjourneront dans

une unité distincte.

Le Conseil de gouvernement a adopté un projet de loi relative à l'Œuvre nationale de secours Grande-Duchesse Charlotte et à la Loterie nationale. L'ONS est confirmée en tant qu'opérateur de la Loterie nationale.

Un projet de loi précisera la structure légale de la Chambre de commerce et clarifie les règles d'affiliation de ses membres et des sociétés de participations financières, notamment les personnes morales ayant adopté la forme d'une société commerciale, les personnes physiques ayant une activité commerciale, industrielle ou financière au Luxembourg, les succursales de sociétés étrangères et qui ont une activité commerciale, industrielle ou financière.

Hausse du salaire social minimum

➤ effet : au 1^{er} janvier 2009.

➤ passant de 1 609,53 euros à 1 641,72 euros.

➤ relèvement de 2 %.

➤ concernera 34 200 salariés.

actuelle et que les entreprises payent des impôts et ne revendiquent pas éternellement que des avantages fiscaux. Cela fait d'ailleurs partie des programmes farfelus. Ce n'est vraiment pas le moment de revendiquer l'État amaigri.

Le temps est venu que le néolibéralisme dégraisse!

«Wall Street est ce que fut la place Rouge»

Jean-Claude Juncker a fait état de son étonnement, que la crise des marchés financiers ait suscité dans la patrie du capitalisme moderne et du néolibéralisme autant d'appels à l'action massive de l'État. «Dans le cœur même du capitalisme, une étatisation massive se propage», dit le Premier ministre.

«La gauche n'est plus

ce qu'elle était»

Rien n'est moins sûr, que le Premier ministre regrette le fait que la gauche ne soit plus ce qu'elle était.

Lui qui se considère parfois comme le dernier des... communistes - et en considération du fait que le premier vicaire apostolique au Luxembourg (1843-1848), Monseigneur Jean Théodor Laurent est qualifié d'évêque socialiste et révolutionnaire par l'historien du CSV - est donc assez bien placé pour ce jugement de valeur, dans la continuité historique de la doctrine sociale des fidèles.

Que dirait Juncker, si la gauche était celle des Aloyse Kayser, Dr Michel Welter, Michel Rasquin et Dominique Urbany?

La gauche des Asselborn, Goebels, Fayot ne semble donc pas faire trop peur à M. Juncker.



A Nice, le 12 septembre dernier, le Premier ministre était de bonne humeur. Hier, il a annoncé une mesure qui ne fera pas rigoler bon nombre de patrons luxembourgeois.